

En ces temps de désunion syndicale, il est rare de voir un courrier signé par Philippe Martinez, Laurent Berger, Jean-Claude Mailly et Philippe Louis, les numéros un de la CGT, CFDT, FO et CFTC.

Les quatre dirigeants syndicaux ont pourtant pris la plume pour s'adresser au premier ministre, Edouard Philippe. Dans ce texte, qui devait être envoyé mercredi 22 novembre et que *Le Monde* a pu consulter, ils s'inquiètent des positions que le gouvernement s'apprête à prendre concernant la construction d'une norme à l'Organisation internationale du travail (OIT) sur « la violence et le harcèlement contre les femmes et les hommes dans le monde du travail ».

En 2014, la France avait pris position en faveur de l'élaboration d'une convention sur ce sujet, qui a une valeur contraignante pour les pays qui la ratifient.

Selon les centrales, qui militent avec la Conférence syndicale internationale pour une norme contre les violences sexistes et sexuelles, cet engagement a été « *déterminant* » pour voir cette question inscrite à l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail en juin 2018.

Pour préparer cette session, l'organisme international, composé de représentants des Etats, des employeurs et des salariés, a envoyé un questionnaire aux premiers pour connaître leur avis sur des points précis.

Le projet de réponses de Paris à l'OIT a été transmis aux syndicats fin octobre. Ces derniers déplorent depuis que les services du gouvernement « *refusent systématiquement toute approche spécifique des violences fondées sur le genre* ». En clair, ils regrettent que le cas des femmes ne soit pas distinct des autres.

« **Regrettable** »

« *20 % des femmes disent avoir été victimes de harcèlement sexuel au travail, près de 10 viols ou tentatives de viols sont commis chaque jour sur un lieu de travail en France, rappellent les quatre syndicats. Refuser de traiter la question des violences fondées sur le genre dans la norme OIT conduirait à empêcher que des politiques de prévention et de sanction appropriées soient mises en place.* »

Ce qui constituerait « *un changement de position très regrettable* » de la part de la cinquième puissance mondiale, jugent les organisations qui veulent profiter d'un contexte favorable pour pousser leurs pions après l'affaire Weinstein aux Etats-Unis et le hashtag #Balance ton porc en France. « *Ce recul serait d'ailleurs bien incompréhensible à l'heure où (...) le gouvernement (...) a annoncé une nouvelle loi sur les violences sociales.* »

Sophie Binet, membre du bureau confédéral de la CGT chargée de l'égalité femmes-hommes ne décolère pas : « *Ce n'est pas Poutine, Trump ou Erdogan qui vont défendre une norme sur les violences sexuelles au travail. La position des chefs d'Etat européens sera déterminante.* »

Un avis partagé par Joseph Thouvenel, vice-président de la CFTC. « *Il faut arrêter de se cacher derrière son petit doigt : la réalité, c'est que les victimes de ces violences sont à 95% des femmes, souligne-t-il. Mais le gouvernement (...) ne veut pas vexer un certain nombre de partenaires qui lui passent de gros contrats.* »

Du côté du ministère du travail, on rappelle que « *si les organisations syndicales estiment que les réponses du gouvernement français au questionnaire occultent ou sous-estiment le caractère genré des discriminations, nos réponses rappellent en réalité le principe de l'équivalence des discriminations en droit français (genre, âge, langue, origine, etc.)* ». « *Les violences faites aux femmes seront donc bien abordées dans le cadre de la construction de cette norme, ainsi que d'autres cas* », ajoute –t-on.

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES